

Sonnée par Trump, la COP22 s'achève dans le désenchantement

19 novembre 2016 / [Émilie Massemin \(Reporterre\)](#)



La COP22 s'est achevée vendredi 17 novembre, après deux semaines de négociations perturbées par l'élection de Donald Trump à la Maison-Blanche. Les discussions de fond sur la mise en œuvre de l'accord de Paris n'ont pas réellement commencé. En revanche, les initiatives public-privé se multiplient hors de tout contrôle international.

Pas de larmes de joie ni d'étreintes triomphales cette année. La COP22 s'est achevée sans faste, vendredi 18 novembre, à Marrakech (Maroc). L'enjeu de ces deux semaines de négociations était d'avancer dans la mise en œuvre de l'accord de Paris sur le climat. Adopté en décembre 2015 à Paris, entré en vigueur le 4 novembre dernier, cet accord international vise à contenir le réchauffement climatique « *bien en dessous de 2 °C* » à la fin du siècle par rapport à l'ère préindustrielle.

Plusieurs points techniques devaient être abordés durant cette quinzaine : quelles informations doivent fournir les États concernant leurs engagements chiffrés de réduction des émissions de gaz à effet de serre, les INDC (*Intended Nationally Determined Contributions*, Contributions nationales volontaires) annexées à l'accord de Paris ? Comment préparer la révision à la hausse de ces engagements ? Quelle feuille de route établir pour honorer la promesse faite en 2009 aux pays en développement par les pays développés de leur apporter 100 milliards de dollars de financements climat par an à partir de 2020 ?

« Les États sont arrivés les mains vides »

Les 190 États-membres se sont mis d'accord pour fixer l'ensemble de ces règles avant la fin de l'année 2018. Des négociations sont en cours pour savoir si elles seront adoptées au fur et à mesure ou sous la forme d'un « *paquet* » pendant la COP24. Pour l'heure, les négociations sur le fond n'ont pas réellement commencé. « *Les États sont arrivés les mains vides*, constate Célia Gautier, du Réseau action climat (Rac) France. *D'une part, parce que les discussions préparatoires de 2016 se sont concentrées sur le processus de ratification. L'entrée en vigueur de l'accord est intervenue il y a très peu de temps. D'autre part, les États ont considéré — à tort — qu'ils n'avaient pas grand-chose à apporter à des négociations techniques.* »



Les représentants français à Marrakech, le 16 novembre.

Les négociations concernant les 100 milliards à destination des pays en développement, sujet particulièrement sensible, n'ont pas progressé. Actuellement, l'aide publique s'élève à 67 milliards d'euros (77 à 133 milliards avec les financements privés), dont seulement 16 % sont consacrés aux projets d'adaptation aux impacts du changement climatique, selon l'OCDE. Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) évalue les besoins pour l'adaptation entre 140 et 300 milliards annuels d'ici à 2030. Pourtant, les décisions à ce sujet (nature des flux financiers — dons ou prêts —, canaux empruntés — banques publiques de développement, par exemple...) ont été repoussées à un prochain tour de négociation. Un *statu quo* symptomatique du manque de confiance mutuelle : « *Les pays en développement ont besoin de garanties sur le financement avant d'aller plus loin dans les négociations, alors que les pays développés refusent de mettre de l'argent sur la table tant que les pays émergents comme la Chine n'auront pas donné de garanties de transparence* », analyse M^{me} Gautier.

Les discussions sur l'agriculture, point important de la COP22, ont également échoué. « *Le point de blocage était trop fort*, explique Aurélie Ceinos, de l'ONG Care France. *Les pays développés veulent se concentrer sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, alors que les pays en développement — parmi lesquels l'Argentine, le Brésil et d'autres États émergents aux agricultures intensives fortement polluantes — ne veulent entendre parler que d'adaptation. La discussion a été repoussée à l'année prochaine.* »

L'« onde de choc » Donald Trump

Indéniablement, les négociations ont été **perturbées par l'élection du candidat républicain climatosceptique Donald Trump** à la Maison-Blanche, mardi 8 novembre. « *Il y a eu une onde de choc*, confirme **David Levai**, de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri). *Mais les politiques ont réagi de manière forte, notamment par la proclamation de Marrakech.* » Ce texte, adopté jeudi par tous les États-membres, appelle à « *accroître urgemment l'ambition et à renforcer [la] coopération* » et soutient que « *la dynamique en faveur du réchauffement, constatée toute cette année, est irréversible* ».

Mercredi, le secrétaire d'Etat états-unien, John Kerry, s'est montré rassurant : « *Nous sommes déterminés à tenir nos engagements [de 26 à 28 % de réduction d'émissions de gaz à effet de serre d'ici 2025]* », a-t-il insisté, arguant qu'« *on ne fait pas forcément, une fois au pouvoir, ce qu'on a dit pendant la campagne* » et que le marché « *allait dicter la transition énergétique* ». Quelques heures plus tôt, l'administration américaine publiait sa stratégie de décarbonation à long terme de l'économie, pour réduire ses émissions d'au moins 80 % d'ici à 2050 par rapport à 2005.

L'élection de M. Trump, analysée comme une expression de la colère d'Américains blancs issus de zones rurales délaissées, a mis le projecteur sur la nécessité d'une « *transition juste* », assure M. Levai : « *La transition énergétique fera des gagnants et des perdants. La prise de conscience progresse qu'il faudra aider les travailleurs des secteurs en souffrance, sans quoi les résistances à la lutte contre le changement climatique seront très fortes.* »

Une myriade d'initiatives public-privé

En marge de ces négociations atones, la société civile s'est montrée très dynamique. Le plan d'action Lima-Paris, lancé en 2014 lors de la COP20, a pour ambition de mobiliser entreprises, territoires (villes, régions, etc.) et ONG dans la lutte contre le changement climatique. La promesse de soutiens financiers — via les 100 milliards notamment — a excité les convoitises. Une myriade d'initiatives public-privé ont émergé pendant la COP21, d'autres ont vu le jour en 2016, comme la plateforme des stratégies de long terme mise sur pied par la négociatrice française Laurence Tubiana, ou l'initiative triple A (pour adaptation de l'agriculture africaine), soutenue par des géants de l'agro-industrie comme Avril, Danone ou encore Veolia.



«Nous continuerons à aller de l'avant», rassemblement des ONG en marge de la dernière journée de la COP.

Or, les règles encadrant ces initiatives n'ont pas encore été négociées, alerte Célia Gautier, alors « *qu'il faut les financer, mais aussi exiger d'elles des reportings, prévoir des garde-fous pour éviter les fausses solutions, comme les OGM, le nucléaire ou l'accaparement des terres pour préserver des puits de carbone* ». Les discussions ont été reportées à la prochaine session de négociations, indique Aurélie Ceinos. Qui souligne l'injonction contradictoire à laquelle font face les négociateurs : « *Ils veulent mobiliser le plus d'acteurs possible ; or, plus ils fixeront de règles, moins ils auront de monde.* »

Maxime Combes, d'Attac, alerte sur le fait que les Etats transfèrent peu à peu la responsabilité de la lutte contre le changement climatique à la société civile : « *Ségolène Royal la désigne comme une "assurance-vie" de l'accord de Paris. L'idée circule que les marchés nous sauveront de la politique climatosceptique de Donald Trump. Ce qui est en train d'être théorisé, c'est que le dieu marché et la déesse technique doivent donner le ton de la transition énergétique.* » Mais, prévient l'économiste, « *la main invisible du marché n'est pas plus verte qu'elle n'est sociale ou juste. Les politiques climatiques ont besoin de règles, d'encadrement et de garanties politiques* ».

La prochaine COP se déroulera à la fin de l'année 2017, à Bonn. Elle sera présidée par les îles Fidji, menacées de submersion par l'inexorable montée des océans.

Lire aussi : [M. Trump ne menace pas l'accord de Paris sur le climat, mais il l'affaiblit](#)

Source : Émilie Massemin pour *Reporterre*

Photos :

- . chapô : l'adoption de la proclamation de Marrakech, le 17 novembre. [Twitter](#)
- . ONG : [Twitter](#)
- . délégation : [Twitter](#)

- Emplacement : Accueil > Info >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Sonnee-par-Trump-la-COP22-s-acheve-dans-le-desenchantement>